

# Atouts et pièges de la pluriculturalité

Rolland Doukhan

*«Nous devons accepter les périls;  
le temps des artistes assis est fini.»*

Albert Camus.

*«L'Algérie est l'esprit de mon âme,  
la France l'âme de mon esprit.»*

Jean Amrouche.

Curieusement, on semble se retrouver aujourd'hui, en France, à près d'un demi-siècle de distance, devant la situation qui a servi de toile de fond à ces deux citations. Mais devant une situation, pour ainsi dire, en miroir, une situation inverse de celle devant laquelle s'étaient trouvés beaucoup d'écrivains algériens francophones et francographes (veuillez excuser cet affreux néologisme). En effet, c'est aujourd'hui un groupe ethnique minoritaire qui tente d'adopter la langue et la culture françaises, majoritaires, alors que durant la présence de la France en Algérie, c'était le groupe ethnique minoritaire français qui imposait cette même langue et cette même culture au groupe majoritaire algérien.

En fait, il y avait dans cette Algérie de la colonisation des écrivains de culture arabo-musulmane, les Arabo-Berbères, qui, lorsqu'ils prenaient position en faveur de la culture et de la langue françaises, je veux dire lorsqu'ils manifestaient simplement leur attachement pour cette langue, parfois leur amour, étaient considérés quelque part comme des traîtres; le mot est furieusement agressif en français, mettons comme des *m'tournis*, pour reprendre le titre d'une des nouvelles d'Isabelle Eberhardt, et ce mot, étrangement, contient déjà à lui tout seul, cette double culture que je défends, puisqu'il est composé d'une racine française utilisée dans une syntaxe arabe.

D'un autre côté, les écrivains algériens français, qu'ils aient été élevés dans la foi et la culture chrétiennes ou dans la foi et la culture juives,

même si plus tard certains d'entre eux avaient perdu cette foi, ces écrivains qui avaient, durant les années de la guerre, plus ou moins pris le parti, le pari, idéologique et intrinsèquement culturel de l'Algérie algérienne, étaient considérés eux aussi comme des traîtres, comme des *m'tournis* par leur propre communauté. Je pense à des gens comme Emmanuel Roblès ou Jean Sénac, ou encore Henri Alleg.

Bien sûr, il s'agit là d'intellectuels qui ont eu une vie, un parcours publics. Mais si je ramène le problème à ces jeunes gens et à ces jeunes filles, aujourd'hui dans les rues et les banlieues des villes de France, je m'aperçois que la situation s'est insidieusement inversée; je veux dire que la déculturation a joué dans l'autre sens : ils se sont approchés de la citoyenneté française en gommant, ou en ignorant, le plus souvent, la culture d'origine de leurs parents ou de leurs grands-parents. Nous sommes là devant une déculturation à l'envers de celle que déplorent beaucoup de citoyens algériens, aujourd'hui, en Algérie. Ici, nous sommes en présence d'une génération qui, tout naturellement, «oublie» ou ne trouve pas indispensable de posséder la culture patrimoniale. En Algérie, il y a une volonté officielle d'instaurer la langue et la culture arabes, ce qui est bien sûr normal et digne d'estime, mais aussi la volonté, plusieurs fois affirmée, de faire disparaître la culture de l'ancien occupant. Le pouvoir en place pratique cette affirmation dans les faits, à la radio, à la télévision, dans l'enseignement, dans la presse, tandis que les barbares pratiquent cette affirmation en brûlant les écoles et en assassinant les journalistes qui s'expriment dans la langue française.

Je participais récemment, dans le cadre de l'opération « Un auteur, une classe », opération organisée à l'initiative du Festival du premier roman de Chambéry, à une journée en immersion dans une classe de seconde du lycée Louis Armand de cette ville. Cette classe, autant que j'ai pu en juger, était composée pour 40 % au moins d'élèves d'origine maghrébine.

Leur professeur de lettres avait pris le soin, environ deux ou trois mois avant ma venue à Chambéry, de leur donner à lire un de mes livres, et surtout une des nouvelles qui composent un recueil qui va sous peu paraître aux Editions Denoël, sous le titre de Choukrane.

Cette nouvelle... raconte... relate... (j'ai hésité sur le choix du mot, parce que le sujet de cette nouvelle n'a malheureusement rien à voir avec la fiction), cette nouvelle, donc, raconte le viol collectif d'une toute jeune fille par un groupe de barbares, et je prie tous mes amis berbères de bien vouloir m'excuser pour la proximité euphonique et toute gratuite des deux mots « berbères » et « barbares ». Cette jeune fille est transportée dans un état désespéré dans un hôpital parisien. Elle va y mourir après un

tête-à-tête, un dialogue silencieux et intense avec son père. A la suite de la lecture de cette nouvelle, j'ai reçu une bonne vingtaine de lettres, toutes aussi émouvantes les unes que les autres. Bien sûr, les questions qui m'y étaient posées étaient souvent voisines, avaient même origine, même préoccupation, à savoir : est-ce une histoire vraie ? avez-vous connu cette jeune fille ? avez-vous personnellement connu son père ? comment vous est venue l'idée d'écrire cette histoire ? enfin, toutes choses qui relèvent plus ou moins de l'anecdote; mais comment pouvoir reprocher à ces jeunes filles de se préoccuper de l'anecdote, de ce que l'on appelle, à tort, le fait divers alors qu'il est si terriblement singulier ?

Certaines lettres, cependant, laissaient transparaître des questions d'ordre plus général, des questions qui transcendaient le fait brut, en tiraient en quelque sorte, une leçon. La principale demande concernait l'espérance qu'on pouvait avoir ou ne pas avoir devant la situation affreuse de l'Algérie d'aujourd'hui. Et bien sûr, ces questions émanaient exclusivement de jeunes filles algériennes, et d'une ou deux marocaines.

Ces élèves, ces jeunes filles, je les ai rencontrées, je leur ai parlé, malheureusement plus qu'elles ne m'ont parlé, à cause d'une réserve et d'une timidité, somme toute, naturelles. J'ai passé toute une journée avec cette classe. J'ai déjeuné au réfectoire du lycée avec ces jeunes filles qui avaient confectionné un merveilleux couscous à mon intention. J'ai marché avec elles dans les rues de Chambéry. Et j'ai, à l'instant du petit café partagé sur une terrasse, reçu ma première leçon de sociologie. Une de ces jeunes filles, Samia, avait fait montre en classe d'une remarquable vivacité d'esprit. Je ne savais pas si elle était algérienne ou marocaine. Ingénument, je le lui ai demandé :

« *D'où venez-vous, Samia ?*

— *De Chambéry, me répondit-elle. En fait, de La Ravoire; c'est une petite banlieue de Chambéry.*»

Moi qui voulais théoriser plus ou moins sur les notions d'identité et d'intégration, j'ai encaissé cette réplique comme une véritable réponse de terrain, en fait comme une réponse à mes propres questionnements.

Notre déambulation de l'après-midi nous conduisit ensuite jusqu'à la médiathèque de Chambéry, médiathèque qui porte un nom superbe: Le Bateau-Livre. Il m'a été évidemment impossible de ne pas les questionner sur les connotations, sur le jeu de mots que ce nom portait en lui. Absolument aucun de ces élèves de seconde n'a pu citer ni *Le bateau ivre*, ni même le nom d'Arthur Rimbaud. Pourtant, ces jeunes filles étaient parfaitement françaises, comme vous avez pu en juger par la petite

anecdote que je viens de rapporter. Il s'agissait donc bien là d'un trou culturel, d'un manque, en rapport, soit avec d'obscur conditions sociales, soit avec des habitudes, des comportements familiaux, soit, plus gravement, avec des défaillances de l'enseignement lui-même. Mais c'est là un vieux problème tragique que je ne veux pas aborder. Je n'oublie pas, non plus, le terrible impact des séries télévisuelles, ni le temps précieux qu'elles oblitèrent dans la journée d'un adolescent.

Mais enfin, cette ignorance tranquille d'un des grands noms de la poésie française m'avait un peu ulcéré. Il me souvient de leur avoir demandé ce que déclenchaient en elles des noms comme celui de Victor Hugo ou de Jean-Jacques Rousseau, qui se trouve être la gloire culturelle de la petite ville de Chambéry. Je me suis très vite rendu compte que ces noms sonnaient à leurs oreilles de façon familière, même s'il leur était difficile, voire impossible, de réciter d'emblée deux ou trois vers de la Légende des siècles, et encore moins de me parler de *l'Emile* ou du *Contrat social*. En fait, ces noms-là, ces mots, flottaient dans l'air que ces jeunes filles respiraient, mais au même titre que les mots *Fables de La Fontaine*, que l'expression *Avenue du Général De Gaulle*, ou *M C Solar* ou ce mot mystérieux et si moderne, *Internet*. J'étais en face d'une mémoire, une mémoire collective, plus générationnelle que pleine, une mémoire curieusement faite d'ignorance plus que de savoir, mais une mémoire qui les fondait, les constituait, les nommait « citoyens français ». Et, au risque de me faire taper sur les doigts, je vais vous dire, avec beaucoup de sévérité et un brin de désenchantement, ce que je pense : c'est cela, c'est cette mémoire d'ensemble, cette mémoire dans l'air, mémoire-sac, un peu vide, comme des tiroirs qu'on n'ouvre pas, mais dont on sait la rassurante présence, c'est cela qu'on appelle le plus souvent la Culture.

Alors, bien sûr, je me suis mis à leur parler, plutôt à leur citer, pêle-mêle, les noms de Kateb Yacine, Tahar Benjelloun, Pablo Neruda, Yannis Ritsos, Rachid Mimouni, Soljenitsine, Mohammed Dib, Isaac Bashevi Singer. Je crains fort, et Dieu sait que je souhaite me tromper, que ces noms n'aient suscité en eux ni émotion, ni le moindre de ces petits signes qui indiquent une certaine familiarité, à l'exclusion, peut-être, du nom de Tahar Benjelloun qui a fait lever le doigt à une jeune fille d'origine marocaine. Pourtant, ces écrivains, de cultures et de langues différentes, avaient des points communs avec la majorité de cette classe : pour quatre d'entre eux, déjà, il s'agissait d'écrivains algériens ou marocains. Pour les autres, et il y en a heureusement beaucoup encore, je crois pouvoir dire que ce sont des écrivains habités par les idées ou les préoccupations qui couraient tout au long des lettres que cette classe m'avait adressées.

Ces jeunes gens sont aujourd'hui des citoyens français parce que leur carte d'identité le dit. Mais le sont-ils réellement ? On se trouve là, étrangement, devant le même phénomène de déculturation de la culture arabo-berbère que leurs parents avaient subie en Algérie du temps du colonialisme. Seulement, à l'époque, cette déculturation était le fait d'une oppression, le fait d'une structure sociale rigide qui découlait du système colonialiste. Tout ceci n'était ni codifié, ni explicite, mais allait de soi pour le bon fonctionnement d'une société aux compartiments étanches, dans laquelle ce qui relevait de la France, à tous les niveaux, administratif, politique, économique, ou de l'éducation nationale, prévalait sur tout le reste, c'est-à-dire sur tout ce qui existait avant le 5 juillet 1830.

En France, aujourd'hui, on assiste curieusement à cette même déculturation, mais elle se pratique, comment dire, de façon... naturelle. Naturelle, parce que c'est une génération qui vit en immersion dans un milieu, une société majoritaires, quelles qu'en soient les modalités d'accueil, qu'elles soient hostiles ou favorables. Mais le problème, c'est que cette fois-ci, le phénomène de déculturation se double d'un phénomène d'acculturation, d'acculturation vis-à-vis du patrimoine français (je vous rappelle l'anecdote concernant *Le bateau ivre* de Rimbaud). Les causes de cette acculturation sont multiples, diverses, relèvent d'innombrables paramètres comme l'origine sociale, le niveau économique, le lieu de vie, l'environnement parental, mais avec, le plus souvent, le dénominateur commun du racisme. Il y a cependant un paramètre qu'on sous-estime trop souvent à mon avis : c'est celui de l'auto-acculturation, celui de ce que j'ai souvent nommé le «ghetto portatif».

J'ai pu me rendre compte *de visu*, pour avoir habité dans ces banlieues que l'on caricature si facilement, que l'approche de la culture française de ces jeunes gens était une approche, comment dire, spécifique, comme détournée, le passé historique et passionnel de la France et de l'Algérie y étant pour beaucoup. Et l'on se trouve là, à ce moment de l'Histoire, devant une génération, devant une fraction de la population, qui, n'ayant pas accès à l'ensemble de la culture (comme d'ailleurs beaucoup d'autres jeunes, de Lille à Marseille, de Brest à Lyon, et je veux parler de ceux qui se nomment Dupont ou Martin), on se trouve donc devant toute une couche sociale qui va mettre au point un langage, un comportement culturel, n'ayant rien à voir avec un patois ou un dialecte quelconque. Bien sûr, il y aura des mots inventés, des expressions, une syntaxe nouvelles, l'apport sémantique d'autres langues, une gestuelle même, une richesse,

donc, me direz-vous, et j'en conviens tout à fait. Mais c'est une richesse empreinte d'une telle spécificité qu'elle en devient réductrice, qu'elle va, à beaucoup d'égards, se priver de la richesse existante, du patrimoine ambiant.

On croit que les mots sont innocents, qu'ils ne sont que de simples vecteurs de l'échange, alors qu'ils véhiculent une pensée, et même qu'ils l'inventent parfois. C'est ainsi que va se tisser un véritable ghetto culturel dans lequel ces jeunes gens vont s'enfermer volontairement, avec délices même, pour la bonne raison qu'ils s'y sentent chez eux, bien plus à l'aise que dans les livres, et plus gravement, plus à l'aise que dans ces idées des autres, qu'ils associent à une notion d'hostilité, parce que de pouvoir.

Pourtant, le rêve d'une société multiculturelle concernant l'Algérie et la France ne date pas d'hier. Une tentative avait eu lieu déjà dès 1902, à Ténès, une petite ville située entre Alger et Oran. Au cours de cet été de 1902, un homme du nom de Slimène Ehni, qui avait été nommé comme interprète par l'Administration française, vient prendre ses fonctions dans cette petite ville. Il faut se souvenir qu'à cette époque la France est encore secouée par l'Affaire Dreyfus. Le procès en révision de Rennes avait eu lieu en 1899, donc trois ans auparavant, mais la véritable réhabilitation ne se passera qu'en 1906. C'est dire que l'antisémitisme virulent d'un Edouard Drumond, non seulement ravageait toujours les esprits, mais avait largement débordé des frontières hexagonales pour s'épanouir comme une fleur vénéneuse dans le territoire algérien, s'enrichissant, si je puis dire, d'un racisme frère, le racisme anti-arabe, avec ses corollaires inévitables de mépris et d'exclusion des Indigènes. En cette année 1902, et dans le climat idéologique qui sévissait partout, ce nouvel interprète nommé à Ténès y débarque, accompagné de son épouse française, une jeune femme qui laissera un nom, et dans l'Histoire, et dans la littérature : Isabelle Eberhardt. L'audace d'Isabelle résidait non seulement dans le fait que, femme française, elle voulait pénétrer au cœur de la société musulmane, mais que, pour y parvenir, elle utilisa les moyens de l'écriture, les voyages au plus profond du pays, allant jusqu'à se déguiser en homme tant l'attrait qu'elle ressentait pour l'Islam était fort.

Tout cela faisait scandale dans la petite société rigide et refermée sur elle-même de cette ville d'Algérie. Par ailleurs, non seulement Isabelle Eberhardt se faisait publier en Europe, mais elle tenait aussi une chronique régulière dans le journal progressiste de l'époque, L'Akbar. Ce journal venait d'être repris en main par un homme de bonne volonté, Victor Barrucand, dont je vous laisse imaginer l'hostilité qu'il rencontrait dans les couches françaises de la population algérienne. Slimène Ehni, au cours de

cet été de 1902, invita Victor Barrucand à passer des vacances à Ténès, dans l'intention de mettre sur pied une coopération, une structure culturelle franco-algérienne, on disait franco-arabe à l'époque. La petite société française de la ville ne le supporta pas; le scandale éclata et le couple dut quitter la ville sous les horions et les injures. Slimène Ehni demanda son affectation ailleurs. C'est ainsi que se termina, étouffée dans l'œuf pour ainsi dire, cette première tentative de ce mouvement culturel, littéraire, franco-algérien qui verra tout de même le jour, près de 20 ans plus tard, en 1920, sous l'impulsion d'écrivains comme Robert Randau ou Abdelkader Fikri, mouvement qui prit plus ou moins le nom de « Ecrivains algérienistes ».

Une autre tentative de mettre en place l'esprit, sinon la lettre, de cette culture franco-algérienne, dont toutes les composantes existaient dans les faits, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, eut lieu à Sidi Madani, exactement en 1948. Dans cette petite localité aux abords des gorges de la Chifa, un organisme, je crois qu'il s'agissait de l'Université Populaire, ou quelque chose comme ça, en tout cas une structure qui dépendait tout de même de l'Education nationale, avait fait le pari de mettre sur pied des rencontres entre des écrivains français de renom et les écrivains algériens de langue française qui existaient à l'époque. C'est ainsi que se rencontrèrent Albert Camus, qui, rappelons-le, vivait en France puisqu'il avait quitté l'Algérie depuis 1943, Louis Guillou, Jean Cayrol, Louis Parot ( qui fit tant plus tard pour la poésie française ), Francis Ponge, et j'en passe, et des écrivains vivant en Algérie comme Emmanuel Roblès, Kateb Yacine, Jean Sénac, Mohammed Dib. Il faut se représenter tous ces gens-là dans l'année 1948. Les uns, les aînés, avaient la quarantaine, 35 ans pour ce qui est de Camus, les autres, comme Kateb ou Dib, avaient un peu plus de vingt ans. Les uns et les autres avaient vécu, trois ans auparavant, mais de façon différente, le terrible 8 mai 1945, journée de joie et de liesse pour la France métropolitaine, mais journée de deuil et de sang pour l'Algérie qui n'a jamais pu oublier ce qu'on a appelé les massacres du Constantinois, probablement plus de 20000 morts. En fait, c'était là le premier coup de semonce de la guerre de Libération qui allait s'ouvrir moins de dix ans plus tard.

Ces rencontres n'ont pu aboutir pour beaucoup de raisons. N'oublions pas que Kateb Yacine, par exemple, avait été mis en prison au lendemain du 8 mai 45, par la France colonialiste.

En pleine guerre d'Algérie, en 1956, une autre tentative de réconciliation par la culture avait été projetée par des intellectuels de tous bords, musulmans et Français mêlés, pour créer une sorte de Fédération de gens

de bonne volonté capable d'imposer le cessez-le-feu avant tout préalable, avant toute négociation. A cette réunion, avait été convié le grand aîné, bien sûr, Albert Camus, déjà au faite de sa gloire puisqu'il allait obtenir le Nobel l'année suivante. Cette réunion eut lieu dans une toute petite salle située au pied de la Casbah, la seule que le gouvernement de l'époque ait cru devoir accorder aux organisateurs.

Des gens de tous âges, de tous horizons, de toutes origines ethniques sont venus là écouter Albert Camus parler de paix, d'harmonie possible entre les différents protagonistes de ce pays. Mais, à l'extérieur de la salle, des cris de haine avaient déjà fusé, des invectives, des insultes, et le rêve qu'avait fait Camus ne s'est évidemment pas réalisé.

Bien sûr, on ne refait pas l'Histoire, mais on peut se demander ce qu'il serait advenu de l'Algérie, aujourd'hui, si les propos qui ont été tenus ce jour-là devant quelques centaines d'Algériens, les idées qui ont été lancées, les projets qui ont été évoqués, si tout cela avait vu le jour.

Comment ne pas évoquer comme faisant partie totalement du patrimoine culturel algérien des œuvres écrites en français, comme celles de Mouloud Ferraoun, l'instituteur assassiné, comme la trilogie de *La grande maison* de Mohammed Dib, comme ce merveilleux moment de poésie au combat qu'est *Le malheur en danger* de Malek Haddad ? Tous ces livres, et bien d'autres, sont écrits avec l'âme de l'Algérie dans la langue de la France. Et je trouve que la France pourrait s'enorgueillir de les avoir accueillis en son sein.

*Rolland Doukhan est écrivain et secrétaire général de l'AJHL (Association pour le judaïsme humaniste et laïque).*